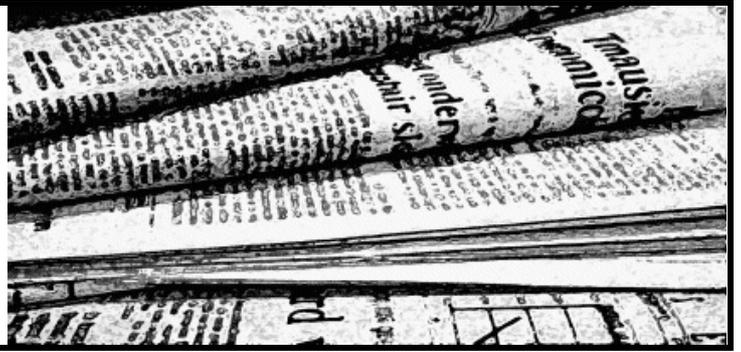


Banque Nationale de Belgique

Communiqué de presse

Bruxelles, le 15 décembre 2003



RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES EN 2002

(Article publié dans la Revue économique du 9^e année, IV-2003)

La Revue économique du 4^{ème} trimestre étudie traditionnellement l'évolution des résultats des sociétés non financières en Belgique. Cette analyse s'effectue sur la base des comptes annuels que les sociétés sont tenues de déposer auprès de la Centrale des bilans.

Étant donné qu'au moment de l'analyse, les comptes relatifs à 2002 n'étaient pas encore tous disponibles, les résultats ont dû être extrapolés sur la base d'un échantillon constant comprenant 126.836 entreprises, soit 55,4 p.c. du nombre total des sociétés non financières répertoriées en 2001. Avec un total du bilan de 696,2 milliards d'euros, cet échantillon constant couvre près de 90 p.c. du total de 2001 et est dès lors beaucoup plus représentatif que lors des analyses antérieures. Cette plus grande représentativité s'explique par l'entrée en vigueur de la loi-programme du 8 avril 2003 qui prévoit des amendes administratives pour le dépôt tardif des comptes annuels clôturés à partir du 31 décembre 2002.

Les principaux résultats de l'analyse sont les suivants :

- La valeur ajoutée des sociétés non financières a atteint 125,5 milliards d'euros en 2002, soit une progression de 1,8 p.c. par rapport à 2001, très en deçà de la croissance de 7,6 p.c. enregistrée en 2000.
- Le résultat net d'exploitation a chuté de 2,7 p.c., en raison d'une croissance de 4,2 p.c. des frais de personnel.

Ces résultats s'inscrivent dans un contexte conjoncturel caractérisé par une incertitude exceptionnellement élevée, consécutive notamment à la suite de la correction boursière et à la perspective d'une guerre en Irak, autant d'événements qui ont continué à peser sur la confiance des entrepreneurs et des consommateurs.

Outre l'évolution de la valeur ajoutée et du résultat net d'exploitation, certains développements méritent d'être relevés :

- La comparaison des résultats des sociétés non financières suivant leur taille ne montre pas de différence significative au niveau du résultat net d'exploitation. En revanche, les résultats financiers sont structurellement positifs pour les grandes entreprises et négatifs pour les petites entreprises. Deux raisons expliquent cette différence. D'une part, les grandes entreprises ont à l'actif davantage d'immobilisations

financières, ce qui génère des revenus de participations plus élevés. D'autre part, les charges des dettes sont relativement plus lourdes pour les petites entreprises (7,8 p.c. en 2002 contre 5,2 p.c. pour les grandes entreprises), car elles recourent à des formes de crédit plus coûteuses et constituent un risque plus important pour leurs prêteurs.

- L'évolution de la médiane de quelques ratios financiers indique plusieurs tendances :
 - une croissance constante de la valeur ajoutée par employé sur la période 1994-2002 ;
 - une diminution du rendement des capitaux propres pour la deuxième année consécutive, tant pour les grandes entreprises que pour les petites ;
 - une amélioration de la liquidité au sens large par rapport à 2001 ;
 - une rotation des stocks légèrement plus lente dans les grandes entreprises en 2002 ;
 - une amélioration de la liquidité des créances commerciales dans les petites entreprises en 2002 ;
 - une diminution de la liquidité des dettes commerciales tant dans les grandes entreprises que dans les petites entreprises ;
 - une solvabilité globalement en progression ;
 - une diminution assez nette des investissements.

L'analyse de la santé financière des différentes branches d'activité en 2002 montre que :

- les industries extractives et les activités immobilières ont été les secteurs dans lesquels la valeur ajoutée par employé a été la plus élevée ;
- les actionnaires des secteurs des postes et télécommunications, de l'énergie et de l'eau, ainsi que des services aux entreprises ont profité du rendement des capitaux propres le plus élevé. Dans tous les secteurs excepté celui de l'énergie et de l'eau, au moins 25 p.c. des sociétés ont enregistré une rentabilité de leurs capitaux propres négatives ;
- le ratio de liquidité au sens large d'au moins 50 p.c. des sociétés de l'Horeca et de l'immobilier a été inférieur à l'unité en 2002 ;
- c'est dans les postes et les télécommunications que la rotation des stocks a été la plus faible en 2002 ;
- le nombre de jours crédit clients a été assez faible dans l'Horeca et le commerce de détail ;
- beaucoup de branches ont offert à leur clientèle des facilités de paiement plus importantes que celles qu'elles ont obtenues de leurs fournisseurs. C'est particulièrement le cas des services aux entreprises, et des postes et télécommunications.
- l'Horeca est la branche où la solvabilité a été la plus faible. Au moins un quart des sociétés de ce secteur avait des capitaux propres négatifs en 2002, en raison des pertes reportées ;
- les taux d'investissements sont restés les plus élevés dans les postes et les télécommunications ainsi que dans les transports, même s'ils ont fortement diminué en 2002.